

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2007 — 893

[C — 2007/15016]

7 FEVRIER 2007. — Arrêté royal régissant l'agrément et la subvention des Fédérations des organisations non gouvernementales de développement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, notamment l'article 10, alinéa 2 modifié par la loi du 2 janvier 2001;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 2002, 14 décembre 2005 et 24 septembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2006;

Vu l'avis 42.033/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Coopération au Développement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté on entend par :

1° « le Ministre » : le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions;

2° « L'Administration » : la Direction générale de la Coopération au Développement (DGCD) auprès du Service Public Fédéral « Affaires Etrangères, Commerce Extérieur et Coopération au Développement »;

3° « Organisation non gouvernementale (ONG) » : une organisation bénéficiant de l'agrément prévu par les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 14 décembre 2005 relatif à l'agrément des organisations non gouvernementales de développement;

4° « une Fédération » : une organisation représentative des ONG belges.

Agrément des Fédérations

Art. 2. La Fédération qui désire être agréée introduit une demande d'agrément auprès du Ministre.

La décision du Ministre est communiquée à la Fédération dans un délai de six mois suivant la date de la demande.

Conditions d'agrément

Art. 3. § 1^{er}. Il est reconnu au maximum une fédération par régime linguistique.

§ 2. Pour être agréée, une Fédération doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir comme membres au moins une majorité des ONG, soit du régime linguistique néerlandais, soit du régime linguistique français, agréées en vertu de l'arrêté royal du 14 décembre 2005;

3° accepter comme membre toutes les ONG agréées en vertu de l'arrêté royal du 14 décembre 2005, qui en font la demande;

4° accorder un droit de vote à chaque membre en règle de cotisation, à l'Assemblée générale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2007 — 893

[C — 2007/15016]

7 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit voor de erkenning en betoelaging van de Federaties van de niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische Internationale Samenwerking, inzonderheid op artikel 10, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 2 januari 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 april 2002, 14 december 2005 en 24 september 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 december 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2006;

Gelet op het advies 42.033/4 van de Raad van State, gegeven op 22 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid Ontwikkelingssamenwerking behoort;

2° « De Administratie » : De Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGOS) bij de Federale Overheidsdienst « Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking »;

3° « Niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisatie (NGO) » : een organisatie die geniet van de erkenning voorzien in artikels 1 en 2 van het koninklijk besluit van 14 december 2005 betreffende de erkenning van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties;

4° « een Federatie » : een organisatie representatief voor de Belgische NGO's.

Erkenning van de Federaties

Art. 2. De Federatie die erkend wenst te worden dient een erkenningsaanvraag in bij de Minister.

De beslissing van de Minister wordt aan de Federaties meegedeeld binnen een termijn van zes maanden volgend op de datum van aanvraag.

Erkenningsvoorwaarden

Art. 3. § 1. Er wordt maximaal één federatie erkend per taalrol.

§ 2. Om erkend te worden, moet een federatie aan volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn overeenkomstig de wet van 27 juni 1921, betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° van rechtswege minstens een meerderheid van de NGO's als leden hebben, die hetzij tot het Nederlandse taalregime behoren hetzij tot het Franse taalregime, en die erkend zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 14 december 2005;

3° alle in het kader van het koninklijk besluit van 14 december 2005 erkende NGO's die een aanvraag tot lidmaatschap doen als lid aanvaarden;

4° een stemrecht verlenen aan elk lid die het lidgeld betaald heeft, op de algemene vergadering ».

Retrait de l'agrément.

Art. 4. Si une Fédération ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou qu'elle fait preuve d'une déficience grave dans l'exécution ou la justification de ses activités, le Ministre adresse à la Fédération un avertissement et communique que, dans le cas où les conditions de l'agrément ne sont pas respectées, l'agrément est retiré deux mois après cet avertissement. Durant cette période, la Fédération peut faire valoir son point de vue.

Fonctions des Fédérations

Art. 5. Les fonctions des Fédérations sont les suivantes :

1° assister leurs membres dans leurs relations avec le Ministre pour toutes les matières relatives à leur agrément en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 14 décembre 2005 et à la subvention de leurs activités en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 24 septembre 2006;

2° renforcer la qualité professionnelle des ONG sur le plan méthodologique, opérationnel et stratégique pour mieux rencontrer les enjeux de la coopération au développement;

3° représenter leurs membres au sein du Comité Paritaire de Concertation « Pouvoirs publics - ONG de Développement » créé à l'article 9.

Subsides de fonctionnement

Art. 6. § 1^{er}. A charge du budget de la Coopération au Développement, une Fédération agréée bénéficie d'un subside annuel pour les frais de personnel et de fonctionnement d'un maximum de sept membres de personnel à temps plein ou d'un nombre équivalent à sept membres à temps plein pour remplir les tâches prévues à l'article 5.

§ 2. Les frais à prendre en considération par membre du personnel et par année ne peuvent dépasser le montant de septante mille euros fixé sur la base de l'indice santé du mois de décembre 2006, pour couvrir son salaire et ses frais de fonctionnement. Il est procédé annuellement à une adaptation de ce montant sur base de l'index santé du mois de septembre de l'année qui précède un nouvel octroi de subside.

§ 3. Comme coût salarial subsidiable pour un membre du personnel des Fédérations, sont pris en considération le montant brut du traitement, le pécule de vacances et la prime de fin d'année majorés de toutes les contributions que l'employeur doit verser en application du système social prévu et des conventions collectives de travail.

Comme traitement brut maximum subsidiable est utilisé le barème des grades de recrutement du personnel de l'Administration fédérale, en tenant compte des diplômes ou de l'expérience professionnelle avec comme maximum le barème du grade d'attaché (A 1) du personnel de l'Administration fédérale.

Tout le personnel subsidié doit disposer d'un diplôme correspondant aux exigences de la fonction à occuper ou justifier d'au moins cinq ans d'expérience dans un emploi comparable au poste à pourvoir.

§ 4. Avant le 1^{er} octobre, les Fédérations présentent au Ministre le programme d'activités et le budget de l'année suivante.

Autres subsides

Art. 7. § 1^{er}. Dans les limites des crédits annuels, le Ministre peut accorder des subsides additionnels aux Fédérations, sur base d'une demande séparée ou conjointe, pour financer un programme annuel répondant à des demandes spécifiques du secteur des ONG en matière de renforcement de la qualité professionnelle telle que stipulée à l'article 5, 2^o.

§ 2. L'exécution de ce programme sera confiée, partiellement ou totalement soit aux membres des Fédérations, ayant développé le type d'expertise requise, soit à une expertise externe.

§ 3. Ce subside ne peut être utilisé pour rémunérer les prestations de préparation et de suivi par les Fédérations du programme annuel visé au § 1^{er} de cet article.

§ 4. Pour être recevable, la demande de subside doit concerner au moins vingt-cinq pour-cent des membres des Fédérations et ne porter que sur des prestations intellectuelles et/ou des activités documentaires.

§ 5. La demande de subside comprend :

- le contexte (situation de départ);
- l'objectif spécifique du programme de renforcement demandé;
- les résultats attendus;
- la liste des ONG bénéficiaires;

Intrekking van de erkenning

Art. 4. Indien een Federatie niet meer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet, evenals bij zware tekortkomingen bij de uitvoering of bij de verantwoording van haar activiteiten, stuurt de Minister naar de Federatie een verwittiging met de mededeling dat, indien de voorwaarden voor de erkenning niet gerespecteerd worden, de erkenning twee maanden na deze verwittiging wordt ingetrokken. Gedurende deze periode, kan de Federatie haar standpunt verdedigen.

Taken van de Federaties

Art. 5. De taken van de Federaties zijn de volgende :

1° hun leden bijstaan in hun relaties met de Minister in alle aangelegenheden waarop dit besluit betrekking heeft overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 14 december 2005 en de betoelaging van hun activiteiten overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 september 2006;

2° de professionele kwaliteit van de NGO's op het methodologisch, operationeel en strategisch vlak versterken om beter tegemoet te komen aan de uitdagingen van de ontwikkelingssamenwerking;

3° hun leden vertegenwoordigen binnen het Paritair Overlegcomité « Overheid - Ontwikkelings NGO's » opgericht in artikel 9.

Werkingsstoelagen

Art. 6. § 1. Een erkende Federatie heeft, ten laste van het budget van Ontwikkelingssamenwerking, recht op een jaarlijkse subsidie voor de personeels- en werkingskosten van maximum zeven voltijdse personeelsleden of het equivalent van zeven voltijdse personeelsleden om de taken voorzien in artikel 5 uit te voeren.

§ 2. De in aanmerking te nemen kosten mogen per personeelslid en per jaar niet hoger zijn dan zeventig duizend euro vastgesteld op grond van de gezondheidsindex van de maand december 2006, om zijn/haar loon en werkingskosten te dekken. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast op grond van de gezondheidsindex van de maand september van het jaar dat voorafgaat aan een nieuwe subsidietoekenning.

§ 3. Als subsidieerbare loonkost voor een personeelslid van de Federaties, wordt het brutoloon, het vakantiegeld en de eindejaarspremie vermeerderd met alle bijdragen die de werkgever moet betalen in toepassing van het voorziene sociaal systeem en de collectieve arbeidsovereenkomsten, in aanmerking genomen.

Als maximum subsidieerbaar bruto salaris wordt gebruik gemaakt van de loonschalen van het personeel van de federale Administratie, rekening houdend met de diploma's of de beroepservaring met als maximum de loonschaal van Attaché (A 1) van het personeel van de Federale Administratie.

Al het gesubsidieerde personeel moet beschikken over een diploma overeenstemmend met de vereisten van de functie of moet tenminste vijf jaar werkervaring kunnen voorleggen vergelijkbaar met deze functie.

§ 4. Vóór 1 oktober leggen de Federaties aan de Minister het activiteitenprogramma en de begroting van het volgende jaar voor.

Andere toelagen

Art. 7. § 1. Binnen de grenzen van de jaarlijkse kredieten, kan de Minister bijkomende toelagen aan de Federaties toekennen, op basis van een afzonderlijke of gemeenschappelijke vraag, voor het financieren van een jaarlijks programma als antwoord op specifieke vragen van de NGO-sector voor de professionele kwaliteitsversterking zoals bepaald in artikel 5, 2^o.

§ 2. De uitvoering van dit programma zal gedeeltelijk of volledig worden toegekend ofwel aan de leden van de Federaties, die de vereiste soort ervaring hebben ontwikkeld, ofwel aan een externe expert.

§ 3. Deze toelage mag niet gebruikt worden voor het vergoeden van de voorbereiding en opvolging door de Federaties van het jaarlijkse programma bedoeld in § 1 van dit artikel.

§ 4. Om ontvankelijk te zijn, moeten minstens vijf en twintig percent van de leden van de Federatie betrokken zijn bij de aanvraag van de subsidie en mag die enkel betrekking hebben op intellectuele prestaties en/of documentaire activiteiten.

§ 5. De subsidieaanvraag bevat :

- de context (beginsituatie);
- specifieke doelstelling van het gevraagde versterkingsprogramma;
- de verwachte resultaten;
- de lijst van de begunstigde NGO's;

- le type d'expertise disponible dans le domaine visé;
- le calendrier de réalisations;
- les indicateurs de résultats;
- le budget et les modalités d'exécution.

Paiement des subsides

Art. 8. Les subsides visés à l'article 6 sont libérés en deux tranches de cinquante pour-cent :

Une première tranche, sur présentation d'une déclaration de créance après notification de l'arrêté ministériel d'octroi, qui sera pris avant le 31 mars de chaque année.

La seconde tranche, sur présentation d'une déclaration de créance et d'un rapport d'activités de la Fédération ainsi que des comptes annuels de l'exercice social clôturé.

Les comptes annuels sont contrôlés par un réviseur d'entreprises, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (IRE).

Comité Paritaire de Concertation « Pouvoirs publics-ONG de Développement »

Art. 9. Il est créé un Comité Paritaire de Concertation « Pouvoirs publics-ONG de Développement » destiné à favoriser le dialogue et renforcer le partenariat entre les Pouvoirs publics et les ONG de développement. Il est composé de deux représentants de la Fédération francophone et de deux représentants de la Fédération néerlandophone ainsi que de quatre représentants des Pouvoirs publics (Cellule stratégique du Ministre et Administration). Sa composition est approuvée par le Ministre.

Réunions

Art. 10. Le Comité Paritaire de Concertation « Pouvoirs publics-ONG de Développement » se réunit au moins deux fois par an et soumet au Ministre :

- des propositions ayant trait à l'application de la réglementation relative aux ONG;
- un avis sur les programmes annuels visés à l'article 7;
- des avis sur le rôle que peut prendre le secteur ONG dans la coopération au développement;
- des avis communs sur les conclusions d'études ou d'évaluations concernant soit le secteur ONG soit la coopération au développement au sens large.

Le Comité Paritaire de Concertation peut avoir recours à des expertises externes ponctuelles.

Fonctionnement

Art. 11. Le Comité visé à l'article 9 établit son règlement intérieur. Celui-ci est approuvé par le Ministre.

Abrogation partielle

Art. 12. L'arrêté royal du 18 juillet 1997 relatif à l'agrément et à la subvention d'organisations non gouvernementales de développement et de leurs fédérations, modifié par les arrêtés royaux des 8 avril 2002, 14 décembre 2005 et 24 septembre 2006, est abrogé.

Exécution

Art. 13. Notre Ministre de la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Coopération au Développement,
A. DE DECKER

- het soort expertise beschikbaar in het beoogde domein;
- de kalender van de verwezenlijkingen;
- de resultaatsindicatoren;
- het budget en de uitvoeringsmodaliteiten.

Uitbetaling van de subsidies

Art. 8. De subsidies bedoeld in artikel 6 worden vrijgegeven in twee schijven van vijftig percent :

Een eerst schijf, na voorlegging van een schuldvordering na notificatie van het ministerieel toekenningsbesluit, dat voor 31 maart van elk jaar zal genomen worden.

Een tweede schijf, na voorlegging van een schuldvordering en een activiteitsverslag van de Federatie en de jaarrekening van het afgelopen boekjaar.

De jaarrekening wordt gecontroleerd door een bedrijfsviseur, lid van het Instituut der Begrijfvisoren (IBR).

Het Paritair Overlegcomité « De Overheid- Ontwikkelings NGO's »

Art. 9. Er wordt een Paritair Overlegcomité opgericht « De Overheid- Ontwikkelings NGO's » bestemd voor het bevorderen van de dialoog en het versterken van de samenwerking tussen de Overheid en de ontwikkelings NGO's. Het is samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de Nederlandstalige Federatie en twee vertegenwoordigers van de Franstalige Federatie en vier vertegenwoordigers van de Overheid (Beleidscel van de Minister en de Administratie). Zijn samenstelling wordt door de Minister goedgekeurd.

Vergaderingen

Art. 10. Het Paritair Overlegcomité « Overheid- Ontwikkelings NGO's » komt tenminste twee keer per jaar bijeen en legt aan de Minister voor :

- voorstellen met betrekking tot de toepassing van de reglementering betreffende de NGO's;
- een advies over de jaarprogramma's bedoeld in artikel 7;
- adviezen over de rol die de NGO-sector in de ontwikkelingssamenwerking kan nemen;
- gezamenlijke adviezen over de besluiten van studies of evaluaties betreffende ofwel de NGO-sector ofwel ontwikkelings-samenwerking in ruime zin.

Het Paritair Overlegcomité kan beroep doen op externe punctuele expertise.

Werking

Art. 11. Het Comité bedoeld in artikel 9 stelt zijn intern reglement op. Dit wordt goedgekeurd door de Minister.

Gedeeltelijke opheffing

Art. 12. Het koninklijk besluit van 18 juli 1997 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 april 2002, 14 december 2005 en 24 september 2006, wordt opgeheven.

Uitvoering

Art. 13. Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
A. DE DECKER